

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
LA PROTECTION DES POPULATIONS

ARRETE MODIFICATIF
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service Prévention des risques
environnementaux
N°IC 2003/3717
MS

Le Préfet des Côtes d'Armor,
Officier de la Légion d'honneur

- VU le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation ou déclaration au titre du livre V du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1996 modifié relatif à l'exploitation par l'installation classée G.A.E.C. de Kervellan aux lieux-dits « Kervellan » et « Castel Pic » à Saint-Péver d'un élevage avicole de 35000 animaux équivalents ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2000 modifié relatif à l'exploitation par l'installation classée S.C.E.A. de Kervenou aux lieux-dits « Kervenou » à Plésidy d'un élevage porcin de 1683 places animaux équivalents ;
- VU l'arrêté préfectoral du 9 avril 2003 modifié relatif à l'exploitation par l'installation classée G.A.E.C. de Kervellan aux lieux-dits « Kervellan » et « Castel Pic » à Saint-Péver d'un élevage avicole de 43000 animaux équivalents ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande présentée le 12 décembre 2011 complétée le 4 octobre 2012 par l'installation classée **Moisan Dominique** au lieu-dit « Kervalan » à Saint-Péver et au lieu-dit « Pontéco » à Lanrodec en vue de :
- la restructuration externe avec extension d'un élevage avicole de 47000 animaux équivalents (poulettes), suite à la reprise partielle d'un élevage porcin (S.C.E.A. de

Kervenou), pour après projet, un nouvel effectif de 72930 animaux équivalents (poulets de chair) réparti sur 2 sites (48620 animaux équivalents sur le site « Kervalan » et 24310 animaux équivalents sur celui de « Pontéco ») ;

- la demande de dérogation de distance à moins de 100 mètres des tiers ;
- la mise à jour de la gestion des déjections ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 10 décembre 2012 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 21 décembre 2012 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le dossier présenté n'apporte pas de modification substantielle au dossier approuvé par l'arrêté du 8 novembre 1996 ;

CONSIDERANT que Monsieur Moisan est autorisé à transférer 4150 UN de l'élevage de la S.C.E.A. de Kervenou vers son exploitation et que ce transfert d'azote lui permettra d'augmenter de 25930 animaux équivalents les capacités de son élevage avicole ;

CONSIDERANT qu'aucune construction n'est envisagée et que les tiers situés à moins de 100 mètres ont donné leur accord ;

CONSIDERANT que la Direction Départementale des Territoires et de la Mer est favorable au plan de gestion des déjections proposé par le pétitionnaire ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{er} -

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1996 modifié sont modifiées comme suit :

« 1.1. - Monsieur Moisan Dominique à Saint-Péver au lieu dit « Kervalan » est autorisé à exploiter à cette adresse (Section ZI, parcelles n°50) et à Lanrodec au lieu dit « Pontéco » (section E3 parcelle n°180), à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, conformément aux plans et mémoire annexés à la demande un élevage avicole dont la capacité maximale est de 72930 animaux équivalents en présence simultanée, répartis en poulets standard légers, pintades et poulettes sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 13487 unités et la quantité de phosphore à 12874 unités par an.

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions ci-après. »

ARTICLE 2 -

Les dispositions de l'article 2^{ème} de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1996 sont modifiées comme suit :

« 2.1 - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes)

2.2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3040 m².

2.2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.2.1.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;

- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2.2. - Sécurité :

2.2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

2.2.3. - Transfert des effluents bruts :

2.2.3.1. Destinations des produits :

Une convention est établie avec un prestataire, qui assure la reprise vers une installation classée 27-80 pour 300 tonnes de fumiers par an soit 8944 Unités d'azote et 8537 unités de phosphore.

L'exportation finale par le repreneur pour épandage dans un canton où la charge moyenne d'azote organique est inférieure à 140 UN/ha est une condition d'acceptation de la mesure de résorption proposée par l'exploitant, condition de prise en compte au titre de la résorption. L'exploitant devra s'assurer de son effectivité et de la crédibilité de la traçabilité mise en place.

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique à l'hectare est supérieure à 140 kg d'azote.

2.2.3.2. Traçabilité des produits :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits comportant au minimum pour chaque enlèvement et type de produit, les informations suivantes :

- Date d'enlèvement du site
- Nom, adresse et coordonnées du repreneur et/ou destinataire final.
- Le type de produit (fientes, fumier, compost...)
- Le nom du transporteur
- Les quantités en tonnes justifiées par les tickets de pesée, et en m³

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués :

- La date de départ
- Le type de produit
- Les quantités enlevées en tonnes et en m³
- La désignation du transporteur
- La dénomination de l'exploitant, son adresse
- Les coordonnées de la société qui assure la commercialisation

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales, ces dernières pouvant être fournies

directement par la société qui assure la reprise. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

Si la reprise des fumiers vers une fabrique d'engrais et de support de culture ne peut être assurée directement à la sortie des poulaillers, le pétitionnaire devra stocker ses fumiers conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 février 2005 en attendant leur transfert vers une installation autorisée.

Le stockage dans le milieu extérieur, des fumiers destinés à être transférés, est interdit.

2.2. –Meilleures Techniques Disponibles

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

2.3. - Résorption

La résorption prise en compte pour l'exploitation est de 8944 UN par transfert et 416 UN par restructuration externe. »

ARTICLE 3 –

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée à la mairie de Saint-Péver pour y être consulté,
- affichée à la mairie de Saint-Péver pendant une durée minimum d'un mois,
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants,
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture.

ARTICLE 5 -

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes CEDEX) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les exploitants ;
- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

ARTICLE 6 -

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, M. le sous-préfet de Guingamp, le maire de Saint-Péver et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

Saint-Brieuc, le 22 JAN. 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Gérard Derouin